

Informations

COTISATIONS		
VERSEMENT DES COTISATIONS	Délai	Cotisations sur salaires : dans les 5 premiers jours de chaque trimestre civil (article 125 du décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990).
	Retard	Majoration de 5 % des cotisations non acquittées à la date limite d'exigibilité indiquée ci-dessus, augmentée de 0,20 % par trimestre ou fraction de trimestre (article R.243-18 du code de la sécurité sociale).
RÈGLES D'ASSIETTE SUR SALAIRES	<p>Assiette des salaires : salaires bruts, y compris gratifications, primes, rappels et avantages de toute nature, sans réserve.</p> <p>Assiette minimale : salaire minimum prévu par la convention collective (majorations points formation) pour la catégorie considérée. Jamais moins que le SMIC.</p> <p>Administrateurs et suppléants : coefficient minimum 270.</p> <p>Indemnités journalières : de la masse des salaires du trimestre, vous pouvez déduire les indemnités journalières reçues du seul régime général au cours de ce trimestre ou non encore déduites.</p> <p>Indemnités complémentaires AXA : soumises à cotisations (article R.242-1 du code de la Sécurité sociale).</p> <p style="color: #005596;">Attention : La cotisation supplémentaire maladie et les réductions de cotisations (réduction générale et réduction sur heures supplémentaires) sont à déclarer pour le seul régime général. Elles ne doivent pas figurer sur ce bordereau.</p>	
SANCTIONS ADMINISTRATIVES	<p>Pour défaut de production de ce document ou retard dans son envoi : pénalité de 1,5 plafond mensuel de Sécurité sociale par salarié par mois ou fraction de mois de retard retard (art. 44 du décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990, R.133-14 et R.243-16 du code de la sécurité sociale).</p>	
SANCTIONS PÉNALES	<p>Sont applicables en cas de non-versement des cotisations dues, de rétention indue de la contribution des salariés aux assurances sociales, de non-production ou de production tardive des déclarations (articles L.244-1 à L.244-14 et R.244-1 et suivants du code de la Sécurité sociale).</p>	

MOUVEMENTS DE PERSONNEL	
DÉCLARATION D’AFFILIATION	<p>Article 6 du décret n° 90-1215 du 20/12/1990 relatif à la Caisse :</p> <p style="color: #005596;">« La déclaration d'embauche du cleric ou de l'employé est obligatoirement adressée par l'employeur à la CRPCEN dans les huit jours suivant l'embauche. »</p>
SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES	<p>En cas de non respect des dispositions réglementaires en la matière, sont applicables les sanctions prévues aux articles L.244-1 à L.244-8 du code de la Sécurité sociale.</p>

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par la CRPCEN pour une exploitation informatique en interne.

Elles sont conservées pendant une durée de 5 ans et sont destinées aux services habilités de la CRPCEN.

Conformément à la loi « informatique et libertés », vous pouvez exercer voire droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en adressant une demande au siège de la CRPCEN.